

Krzysztof MALAGA

Université des Sciences Économiques et de Gestion de Poznań, Pologne

krzysztof.malaga@ue.poznan.pl

**LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES,
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN POLOGNE
DURANT LES ANNÉES 1989–2017.
BILAN PERSPECTIVES ET NOUVEAUX ENJEUX**

Résumé : L'objectif de cet article est de donner un aperçu général des changements politiques, économiques et sociales en Pologne entre 1989 et 2017 et d'identifier les principaux défis à court et moyen terme pour la Pologne. Sa mise en œuvre s'appuiera sur des indicateurs de transformations (Fondation patrimoine de Washington et Wall Street Journal), de la liberté économique (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et de croissance économique (PIB et PIB par tête). Les analyses présentées dans cet article, notamment comparaisons avec la France, la Roumanie et les pays du groupe de Visegrád, montrent que cette période de l'histoire de la Troisième République de la Pologne peut être comparée au « trente glorieuses »¹ de l'Europe occidentale.

En conclusion, nous constatons que le développement futur de la Pologne repose surtout sur l'amélioration de la qualité de l'ordre institutionnel, du respect de la loi et des principes de la démocratie.

Mots-clés : transition, économie du marché, liberté économique, croissance économique, changements politiques, Pologne.

JEL classification : P10, P20, P30, Y1, Y2.

**POLITICAL, ECONOMIC AND SOCIAL TRANSFORMATIONS
IN POLAND DURING THE YEARS 1989–2017
ASSESSMENTS AND CHALLENGES**

Abstract: The aim of this article is to give an general overview of the political, economic and social changes in Poland between 1989 and 2017 and to identify the main short and

¹ L'expression a été inventée par l'économiste français Jean Fourastié (1979).

medium term challenges for Poland. Its implementation will be based on indicators of transformations (Washington Heritage Foundation and Wall Street Journal), Economic Freedom (European Bank for Reconstruction and Development) and economic growth (GDP and GDP p.c.). The analyzes presented in this article, in particular comparisons with France, Romania and the countries of the Visegrad group, show that this period of the history of the Third Republic in Poland can be compared to the glorious thirty of Western Europe.

In conclusion, we note that the future development of Poland is mainly based on improving the quality of the institutional order, respect for the law and the principles of democracy.

Keywords : transition, market economy, economic freedom, economic growth, political changes, Poland.

Introduction

Les Polonais ont parcouru un très long chemin depuis 1989, qui est considéré comme la fin du communisme en Pologne. L'échelle des réalisations est si grande que, dans les médias étrangers, la période 1989–2015 se compare aux « trente glorieuses » en Europe occidentale, et certains utilisent de temps en temps le terme « miracle polonais ».

Cela vaut la peine d'identifier une série d'événements très importants au cours des dernières 27 années : négociations de la « table ronde » et premières élections législatives partiellement libres, « gagnées » par Solidarność (1989)², commencement des transformations politiques, économiques, sociales et le passage de l'économie centralement planifiée vers l'économie de marché (1990), instauration de Triangle du Weimar et naissance de la coopération trilatérale entre l'Allemagne, la France et la Pologne (1991), sortie de l'Armée Rouge de la Pologne (1992), instauration du groupe de Visegrád par Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie³, (1993), entrée de la Pologne à l'OCDE (1996), proclamation de la nouvelle constitution (1997), entrée de la Pologne à l'OTAN (1999) et à l'UE (2004), présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne (2011), élection et

² Ces négociations ont été menées du 6 février au 5 avril 1989 avec la participation des représentants des autorités de la République populaire de Pologne, de l'opposition issue de Solidarność sous la direction de Lech Wałęsa et des représentants de l'Église catholique. Grâce aux négociations autour de la Table ronde, « Solidarność » a pu sortir de l'illégalité et c'est ainsi qu'ont été organisées les premières élections partiellement libres à la Diète et au Sénat. Elles ont eu lieu le 4 juin 1989 et ont apporté au Parti polonais ouvrier unifié un désastre complet, alors que les candidats de l'opposition ont obtenu la quasi-totalité des mandats disponibles. La Table ronde et les élections de juin, dont fut issue la Diète dite „contractuelle” furent à la base des transformations qui ont permis la constitution du premier gouvernement non-communiste dans cette partie de l'Europe, avec Tadeusz Mazowiecki comme Premier ministre. Ensuite, en automne 1990, les élections présidentielles entièrement libres, gagnées par le chef légendaire de « Solidarność » Lech Wałęsa.

³ Au commencement c'étaient Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie.

réélection de Donald Tusk à la fonction du président du Conseil européen (2014) et (2017)⁴, sommet de l'OTAN (2016).

La plupart de ces événements sont des changements politiques très profonds. Ils étaient nécessaires. Néanmoins, le défi le plus important auquel les Polonais ont été confrontés a été le choix de la méthode de la transition d'une économie socialiste – centralement planifiée à une économie capitaliste avec un rôle dominant du marché.

Dans le tableau 1 nous avons repris quelques informations de base sur deux façons opposées de passer d'une économie centralement planifiée à une économie de marché : libérale liée avec approche néoclassique ou bien évolutionnaire et institutionnelle liée avec approche post-keynésienne.

Tableau 1 : Deux approches majeures de la transition de l'économie socialiste vers l'économie capitaliste

Approches	Diagnostic du système socialiste	Modèle cible	Analyse du changement	Stratégie	Références théoriques
Libérale dominante	Déséquilibre entre l'offre et la demande (inflation réprimée)	Économie de marché	Transition	Thérapie du choc	Approche néo-classique
Évolutionnaire et institutionnelle	Économie de pénurie ¹	Diversité des capitalismes et possibilité d'un nouveau modèle	Transformation	Gradualisme	Approche post-keynésienne

Source : Élaboration propre.

Il convient de noter qu'à la fin des années 1980, la tendance dominante en théorie économique était approche néo-classique et libérale. En plus, sous l'influence des économistes américains libéraux, parmi eux professeur de l'Université de Harvard Jeffrey Sachs, on a choisi en Pologne la transition fondée sur la thérapie de choc, qui à l'époque n'avait aucune alternative réelle, mais qui cependant a conduit à des coûts sociaux élevés.

⁴ Cette fois sans le soutien du gouvernement polonais, qui au nom de la Pologne était le seul opposé à ce choix. Les représentants de 27 autres pays membres de l'UE ont soutenu cette candidature.

1. Indicateurs de transition de l'économie centralement planifiée vers l'économie de marché

Dans le processus de transition de l'économie polonaise vers l'économie de marché il y a eu deux phases de transition. Tout d'abord, la transformation systémique avec une aide importante de la part de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de l'OCDE et d'autres institutions internationales. Ensuite, le processus d'adhésion à l'Union européenne qui a joué le rôle le plus important du point de vue de l'instauration du nouvel ordre institutionnel et judiciaire conformes aux règles démocratiques européennes.

Les économistes distinguent différents types d'économie de marché⁵: économies de marché coordonnées (EMC) – l'Allemagne; économies de marché libérales (EML) – États-Unis mais aussi économies de marché dépendantes (EMD) – pays de groupe de Visegrád et pratiquement tous les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO)⁶.

Depuis sa naissance la Banque Européenne pour la Reconstruction et Développement évalue les progrès réalisés dans les PECO à travers un ensemble d'indicateurs de transition. Les progrès sont mesurés par rapport aux normes des économies de marché industrialisées, tout en reconnaissant qu'il n'y a pas d'économie de marché « pure » ni de point de départ « unique » pour la transition.

L'échelle de mesure pour les indicateurs varie de 1 à 4,5, où 1 représente peu ou pas de changement d'une économie rigide centralisée et 4,5 représente les normes d'une économie de marché industrialisée.

Tableau 2 : Indicateurs de transition en Pologne durant les années 1989–2014

Indicateurs de transition	1989	1994	1999	2004	2009	2014
La privatisation à grande échelle	1,0	3,0	3,3	3,3	3,3	3,7
La privatisation à petite échelle	2,0	4,0	4,3	4,3	4,3	4,3
Gouvernance et restructuration d'entreprise	1,0	3,0	3,0	3,3	3,3	3,7
La libéralisation des prix	2,3	4,0	4,3	4,3	4,3	4,3
Le système de commerce et de change	1,0	4,0	2,7	3,0	3,3	3,7
La politique de la concurrence	1,0	2,7	2,7	3,0	3,3	3,7

Source : La Banque Européenne pour la Reconstruction et Développement.

⁵ Voir (Nölke et Vliegenthart 2009).

⁶ Il est clair qu'il n'y a pas d'une économie réelle qui reste indépendante des autres ou autarcique. La notion de l'économie de marché dépendante est plutôt neutre, cependant l'idée de ce type de l'économie a été créée sous l'influence de nombreux compromis, dont les sources étaient souvent en dehors de la Pologne.

Chaque valeur de chaque indicateur correspond à une description très détaillée de la nature verbale de la transition vers une économie de marché. Pour nous, le plus important est de déterminer dans quelle mesure l'économie polonaise s'est rapprochée de l'économie de marché sous chacun des six aspects économiques envisagés.

Notons que dans le cas de ces processus économiques, où ils n'ont pas été retirés du niveau zéro le rapprochement de l'économie polonaise par rapport aux économies des pays industrialisés est la plus importante. C'est le cas de la privatisation à petite échelle et de la libéralisation des prix. Sous d'autres aspects de transition, comme la privatisation à grande échelle, la gouvernance et la restructuration d'entreprise, le système de commerce et de change et la politique de la concurrence, cet approchement est nettement inférieur.

La conclusion la plus importante tirée de l'analyse des valeurs des indicateurs de transition est qu'en Pologne la transition d'une économie centralement planifiée à une économie de marché n'a pas été possible sous aucun des aspects envisagés au cours de la période de 25 ans.

2. Indicateurs de la liberté économique

La liberté économique est le droit fondamental de tout être humain à contrôler son propre travail et ses biens. Dans une société économiquement libre, les individus sont libres de travailler, de produire, de consommer et d'investir de quelque manière qu'ils le souhaitent et les gouvernements permettent au mouvement du travail, du capital et des biens de se déplacer librement et de s'abstenir de coercition ou de contrainte de liberté au-delà de la mesure nécessaire pour protéger et maintenir la liberté elle-même.

Les idéaux de la liberté économique sont souvent associés à des sociétés plus saines, à des milieux plus propres, à une plus grande richesse par habitant, au développement humain, à la démocratie et à l'élimination de la pauvreté.

La Fondation du patrimoine de Washington a construit la mesure de la liberté économique fondée sur 12 facteurs quantitatifs et qualitatifs, regroupés en quatre grandes catégories de la liberté économique: état de droit (droits de propriété, intégrité du gouvernement, efficacité judiciaire), taille du gouvernement (dépenses gouvernementales, fardeau fiscal, santé fiscale), efficacité réglementaire (liberté d'entreprise, liberté du travail, liberté monétaire), marchés ouverts (liberté commerciale, liberté d'investissement, liberté financière).

Chacune des douze libertés économiques dans ces catégories est classée sur une échelle de 0 à 100. En effet, il s'agit des variables standardisées et normalisées dites les stimulantes. On admet que le pays est considéré comme libre au sens d'un indicateur de liberté si sa valeur est plus grande que 79,9%, principalement

libre pour les valeurs 70–79,9%, moyennement libre pour les valeurs 60–69,9%, principalement non libre pour les valeurs 50–59,9% et réprimé pour les valeurs d'un indicateur qui ne dépasse 50%.

Dans le tableau 3 on trouve les valeurs du score global⁷ des indicateurs de la liberté à Hong Kong, France, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Tchéquie en période 1995–2017 en %. Hong Kong en tant que leader mondiale de la liberté économique a appartenu dans cette période aux pays économiquement libres. La République tchèque (28e) était moyennement libre pour devenir le pays principalement libre. Les autres pays : la Pologne (45e), la Hongrie (56e), la Slovaquie (57e) et la France (72e) sur 180 pays classés en 2017 dans le monde ont été les pays principalement non libres pour devenir les pays moyennement libres.

La position de la Pologne dans le monde et parmi les pays de l'Europe Centrale et Orientale du point de vue de la liberté économique évaluée à la base de la moyenne arithmétique de 10 indicateurs particuliers n'est pas entièrement satisfaisante.

Tableau 3 : Score global des indicateurs de la liberté à Hong Kong, France, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Tchéquie en période 1995–2017 (en %)

Pays	1995	1998	2001	2004	2007	2010	2013	2016	2017
Hong Kong	88,6	88,0	89,9	90,0	89,9	89,7	89,3	88,6	89,9 (1)
France	64,4	58,9	58,0	60,9	58,1	63,2	64,1	62,3	63,3 (72)
Hongrie	55,2	56,9	65,6	62,7	64,8	66,1	67,3	66,0	65,8 (56)
Pologne	50,7	58,9	61,8	58,7	62,1	63,2	66,0	69,3	68,3 (45)
Slovaquie	60,4	57,5	58,5	64,6	69,6	69,7	68,7	66,6	65,7 (57)
Tchéquie	67,8	68,4	70,2	67,0	67,4	69,8	70,9	73,2	73,7 (28)

Source: <http://www.heritage.org/index/download>.

Dans le tableau 4 il y a des valeurs de 12 indicateurs particuliers de la liberté économique.

La Pologne, comme la France, peut être considérée comme le pays réprimé du point de vue des dépenses du gouvernement. Au cours des certaines sous périodes, elle était aussi le pays réprimé en domaine de l'intégrité du gouvernement et de la liberté monétaire. Dans la plupart des cas elle était le pays moyennement ou principalement libre. Par contre, elle était le pays libre en 2007, 2016 et 2017 du point de vue de liberté monétaire et en 2007–2017 en ce qui concerne la liberté commerciale.

⁷ Le score global est égal à la moyenne arithmétique des 10 indicateurs: liberté d'entreprise, liberté des échanges, poids des taxes et impôts, dépenses du gouvernement, stabilité monétaire, liberté d'investissement, dérégulation financière, protection de la propriété privée, lutte contre la corruption, libéralisation du travail.

Loin d'être un leader mondial en matière de la liberté économique, la Pologne est l'un de ces pays qui sont devenus de plus en plus économiquement libres pendant la période considérée. Les points les plus faibles de la Pologne restent encore les dépenses du gouvernement, l'intégrité du gouvernement, l'efficacité judiciaire et la liberté du travail.

Tableau 4 : Valeurs des indicateurs de la liberté économique en Pologne durant les années 1995–2017 (en %)

Indicateurs	1995	1998	2001	2004	2007	2010	2013	2016	2017
Droits de propriété	50,0	70,0	70,0	50,0	50,0	55,5	60,0	65,0	65,8
Efficacité judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	58,0
Intégrité du gouvernement	50,0	56,0	42,0	40,0	34,0	46,0	55,0	61,0	55,5
Fardeau fiscal	51,0	51,6	61,3	64,9	68,6	74,9	76,0	75,5	76,0
Les dépenses du gouvernement	10,0	32,2	44,5	35,1	44,8	46,8	43,0	46,5	46,9
Santé fiscale	—	—	—	—	—	—	—	—	76,1
Liberté d'affaires	70,0	70,0	70,0	70,0	55,3	62,2	61,4	68,7	67,8
Liberté de travail	—	—	—	—	61,4	61,5	62,9	58,0	61,5
Liberté monétaire	48,7	59,6	70,9	78,1	80,3	78,1	77,7	85,2	84,7
Liberté commerciale	57,0	73,0	77,6	70,4	86,6	87,5	86,8	88,0	87,0
Liberté d'investissement	70,0	70,0	70,0	50,0	50,0	60,0	65,0	75,0	75,0
Liberté financière	50,0	50,0	50,0	70,0	50,0	60,0	70,0	70,0	70,0

Source: <http://www.heritage.org/index/download>.

3. Croissance économique

L'une de mesures fortement critiquée de la croissance économique (voir : Malaga, 2011, 2014) mais en même temps la plus souvent utilisée est le produit intérieur brut (PIB) ou produit intérieur brut par tête (PIB p. t.). Dans le tableau 5, il y a les valeurs du PIB en France, Pologne et Roumanie en billion des dollars américains selon les prix constants du 2000.

Ce qui nous intéresse le plus c'est la croissance du PIB en Pologne. Pour répondre à la question concernant l'accroissement du PIB en Pologne nous avons choisi comme les pays de référence la France et la Roumanie qui sont deux pays membres de l'UE.

Les données statistiques sur les niveaux absolus et la dynamique du PIB (voir : les tableaux 5 et 6) montrent qu'en 1990, le ratio du PIB en Pologne et en Roumanie au PIB en France n'était respectivement que de 18% et 17% du PIB, tandis qu'en 2016 il a été égal 35% pour la Pologne et 24% pour la Roumanie. La dyna-

mique la plus élevée de la croissance du PIB entre 1990 et 2016 a été caractérisée pour la Pologne, la Roumanie nettement plus faible et la France – la plus faible. En conséquence, il a été possible de constater une amélioration significative de la position de la Pologne et de la Roumanie vis-à-vis de la France.

Bien sûr, cela ne change rien au fait que la distance entre la Pologne, la Roumanie et la France, réduite dans la période analysée, reste très élevée.

Tableau 5 : Produit Intérieur Brut en billions USD (prix constants, 2000)

Pays	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
France	32,6	34,1	38,5	40,3	40,7	41,7	42,0
Pologne	6,0	6,5	8,5	10,0	12,6	14,6	15,1
PO/FR	18%	19%	22%	25%	31%	35%	36%
Roumanie	5,4	4,9	4,9	6,8	8,3	9,6	10,1
RO/FR	17%	14%	13%	17%	20%	23%	24%

Source: <https://donnees.banquemonde.org/>

Tableau 6 : La dynamique du PIB en prix constants 2000 (1990 = 100)

Pays	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
France	100	104,6	118,1	123,6	124,8	127,9	128,8
Pologne	100	108,3	141,7	166,7	210,0	243,4	251,6
Roumanie	100	90,7	90,7	120,3	153,7	177,8	187,0

Source: <https://donnees.banquemonde.org/>

Les chiffres statistiques sur les niveaux absolus et la dynamique du PIB par tête (voir les tableaux 7 et 8) montrent qu'en 1990, le ratio du PIB en Pologne et en Roumanie au PIB p. t. en France n'était respectivement que de 35% et 39%, tandis qu'en 2016 il a été égal à 68% pour la Pologne et à 57% pour la Roumanie.

La dynamique la plus élevée de la croissance du PIB p. t. entre 1990 et 2016 a été caractérisée pour la Pologne, pour la Roumanie elle était nettement plus faible et pour la France – la plus faible. En conséquence, on peut constater une amélioration significative de la position de la Pologne et de la Roumanie par rapport à la France.

La distance de la Pologne et de la Roumanie par rapport à la France en termes du PIB p. t. reste assez importante, mais dans ce cas-là, la convergence réelle est plus visible qu'en termes absolus du PIB.

Le moteur de la croissance en Pologne durant les années 1989–2017 était la productivité du travail qui augmentait grâce aux innovations technologiques et à des travailleurs plus qualifiés et non le bon marché de la main d'œuvre.

Les économistes étrangers (agences de notation, FMI, Banque mondiale, OCDE, BERD ou Commission européenne) et les économistes polonais (voir : Gomułka

2016) s'accordent en disant que le rythme de croissance économique en Pologne est limité principalement par : faible propension des ménages à épargner, déficit élevé des finances publiques, émigration et trop faible activité professionnelle.

Tableau 7 : PIB par tête en USD (prix constants, 2005)

Pays	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
France	29 528	30 932	34 896	36 522	36 872	37 776	38 059
Pologne	10 277	11 300	14 733	17 194	21 771	25 299	26 003
PO/FR	35%	37%	42%	47%	59%	67%	68%
Roumanie	11 480	10 546	10 523	12 830	17 818	20 538	21 648
RO/FR	39%	34%	30%	35%	48%	54%	57%

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/>

Tableau 8 : La dynamique du PIB par tête (prix constants, 2005) (1990 = 100)

Pays	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016
France	100	104,8	118,2	123,7	124,9	127,9	128,9
Pologne	100	110,0	143,4	167,3	211,8	246,2	253,2
Roumanie	100	91,8	91,6	111,8	155,2	178,9	188,6

Source : <https://donnees.banquemondiale.org/>

Le changement du système économique, principalement dans les années 1990–1993 et la réorientation des liens économiques et technologiques, ont réduit les barrières limitant l'afflux de nouvelles générations d'innovations technologiques en Pologne.

L'énorme succès de cette reprise après 1989 montre que, selon les données de la Banque mondiale, en 2016, le PIB par habitant (PPA) a atteint 48,4% avec les États-Unis et 57,1% avec l'Allemagne (y compris l'ex-RDA). Ce succès est le résultat direct de la transformation systémique, amorcée en partie avant 1989, mais principalement dans les années 1990–1993.

4. Changements politiques en Pologne

Le système politique en Pologne entre 1989 et 2017 a été caractérisé par l'absence de stabilité. Cela est confirmé par le fait que dix-sept gouvernements polonais (voir le tableau 9) ont été constitués de 23 partis et que 17 autres partis participant aux élections parlementaires n'ont jamais exercé de pouvoir exécutif. La plupart des partis appartenant à ce groupe ne sont jamais entrés au Parlement (Diète). Tandis que PSL, SLD, PiS et PO étaient le plus long au pouvoir. Les coalitions SLD – PSL et PO – PSL ont été les plus stables. Il vaut noter que PiS est le seul parti dans l'histoire de la Troisième République à avoir remporté la majorité parlementaire.

Tableau 9 : Les gouvernements de la République de Pologne en période 1989–2017

Premier ministre	Nomination	Démission	Coalition gouvernementale
Tadeusz Mazowiecki	24.08.1989	25.11.1990	Solidarność – ZSL – PZPR – SD
Jan Krzysztof Bielecki	12.01.1991	5.12.1991	KLD – ZChN – PC – SD
Jan Olszewski	23.12.1991	10.07.1992	PC – ZChN – PSL – PL
Hanna Suchocka	11.07.1992	18.10.1993	UD – KLD – ZChN – PChD – PPPP – PSL – PL
Waldemar Pawlak	26.10.1993	1.03.1995	SLD – PSL – BBWR
Józef Oleksy	6.03.1995	26.01.1996	SLD – PSL
Włodzimierz Cimoszewicz	7.02.1996	17.10.1997	SLD – PSL
Jerzy Buzek	31.10.1997	19.10.2001	AWS – UW
Leszek Miller	19.10.2001	2.05.2004	SLD – UP – PSL
Marek Belka	2.05.2004 11.06.2004	19.05.2004 19.10.2005	SLD – UP
Kazimierz Marcinkiewicz	31.10.2005	10.07.2006	PiS – Samoobrona – LPR
Jarosław Kaczyński	14.07.2006	5.11.2007	PiS – Samoobrona – LPR
Donald Tusk	16.11.2007	18.11.2011	PO – PSL
Donald Tusk	18.11.2011	11.09.2014	
Ewa Kopacz	22.09.2014	16.11.2015	PO – PSL
Beata Szydło	16.11.2015	08.12.2017	PiS
Mateusz Morawiecki	11.12.2017	en cours	PiS

Source : Élaboration propre.

Légende: PZPR⁸ – Parti ouvrier uniifié polonais (communistes), ZSL – Parti paysan uniifié (paysans), SD – Parti démocratique (artisans et intellectuels non marxistes), KLD – Congrès libéral-démocratique (libéraux – démocrates), ZCHN – Union National Chrétienne (nationalistes, chrétiens), PC – Alliance du centre (conservateurs modérés), SD – Parti démocratique (social – libéralisme), PSL – Parti paysans polonais (paysans), BBWR – Bloc non-partisan de coopération avec le gouvernement (droite), PL – Alliance du peuple (national catholicisme), UD – Union démocratique (centrisme), PChD – Parti chrétien – démocrate (chrétiens, démocrate), PPPP – Parti polonais des amis de la bière (populiste), SLD – Alliance de la gauche démocratique (socialistes), AWS – Alliance électorale Solidarité (rassemblement de partis et groupements politiques polonais de droite issus de Solidarność), UW – Union pour la liberté (libéralisme), UP – Union du travail (socialiste), PiS – Droit et justice (conservatisme social, euroscepticisme), Samoobrona – Autodéfense de la république de Pologne (populiste, social-chrétien), LPR – Ligue des familles polonaises (nationalisme), PO – Plate-forme civique (libéralisme).

D’autres partis qui n’ont jamais fait des coalitions gouvernementales: UPR – Union de la politique réelle (libéral-conservateur, monarchiste), MP – Mouvement Palikot, PP – Alliance polonaise (national, catholicisme), Les Verts (écologie politique), RKN – Mouvement national-catholique (nationalisme), ROP – Mouvement pour la reconstruction de la Pologne (euroscepticisme), RAŚ – Mouvement pour l’autonomie de la Silésie, PD – Parti démocrate (social-libéral, chrétien-social), Parti pirate polonais (respect de la vie privée), PPS – Parti socialiste polonais (socialisme), Razem (gauche alternative anti système), NOP – Renaissance nationale de la Pologne (extrême droite), UPR – Union de la politique réelle(eurosceptique), MN – Minorité allemande, KNP – Congrès de la Nouvelle Droite, PR – Droite de la République en Coalition pour la restauration de la liberté et de l’espoir de la République KORWIN (eurosceptique).

⁸ Il s’agit des abréviations en polonais. Tandis que les noms des partis politiques dans les gouvernements successifs ont été écrits en français.

Il est à noter que seul Droit et justice a gagné deux fois à l'élection présidentielle, alors que les autres présidents sont issus des partis différents (Parti ouvrier unifié polonais, Social-démocratie de la République de Pologne et Plate-forme civique) ou de groupes politiques (Solidarność – solidarité).

Tableau 10 : Les présidents de la République de Pologne en période 1989–2017

Président	Début du mandat	Fin du mandat	Appartenance politique
Wojciech Jaruzelski	31.12.1989	22.12.1990	Parti ouvrier unifié polonais
Lech Wałęsa	22.12.1990	22.12.1995	Solidarność (solidarité)
Aleksander Kwaśniewski	23.12.1995	23.12.2005	Social-démocratie de la République de Pologne
Lech Kaczyński	23.12.2005	10.04.2010 † ²⁰¹⁰	Droit et justice
Bronisław Komorowski	06.08.2010	06.08.2015	Plate-forme civique
Andrzej Duda	06.08.2015	<i>en cours</i>	Droit et justice

Source : Élaboration propre.

Un rôle très important pour l'ordre institutionnel et dans l'exercice du pouvoir en Pologne joue la Constitution de la République de Pologne qui a été adoptée en 1997. Cependant, avec le retour au pouvoir de PiS en 2015, il paraît que dans un proche avenir, des mesures seront prises pour promulguer la nouvelle Constitution.

Conclusion

Le bilan des transformations en Pologne durant les années 1989–2017 est positif du point de vue de la: transition, liberté économique et croissance économique.

Au cours de cette période il y avait : *les doutes profonds* exprimés *ex ante* et *ex post* sur le choix d'une approche pour la transition – néoclassique (dominante) ou bien post-keynésienne (institutionnaliste, évolutionnaire); *les spectaculaires succès* : entrée de la Pologne à l'OCDE, l'OTAN, l'UE, création d'un nouvel ordre institutionnel, croissance et développement économique, accroissement du stock et de la qualité du capital humain et du capital social, progrès technologique, convergence économique réelle (considérable ratrappage par rapport aux pays développés); *les échecs* : la fragilité et instabilité du système politique; l'acceptation trop élevée des points de vue et des attitudes populistes, mais aussi *les coûts élevés des transformations* : l'acceptation du modèle de l'économie de marché dépendante, le chômage, émigration.

Parmi les enjeux majeurs pour la Pologne à court et moyen terme il faut mentionner: renforcement du modèle de la démocratie polonaise; amélioration du sys-

tème politique en termes de sa liberté, stabilité et efficacité; accroissement de participation des citoyens polonais à la vie politique du pays, des régions et des communautés locales ; confrontation beaucoup plus active vis-à-vis des migrations, progrès technologique, développement durable, terrorisme; élimination des inégalités régionales et sociales ; accroissement de la coopération avec les États membres de l'UE au cours et après Brexit; entrée dans la zone euro et évitement de la trappe à revenu intermédiaire.

Bibliographie

- Fourastié, J. (1979). *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975.* Paris : Fayard.
- Gomułka, S. (2016). *Transformacja i rozwój. Teoria i polityka gospodarcza.* Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Kornai, J. (1984). *Socialisme et l'économie de la pénurie.* Paris : Economica.
- Malaga, K. (2011). The Main Strands and Dilemmas of Contemporary Economic Growth Theory. *Argumenta Oeconomica*, 1(26), 17–42.
- Malaga, K. (2014). Les dilemmes de la théorie de la croissance économique versus la théorie de la croissance unifiée d’Oded Galor. *STUDIA OECONOMICA POSNANIENSIA*, 2(12), 121–145.
- Nölke, A. et Vliegenthart, A. (2009). Enlargement the Varieties of Capitalism. The Emergence of Dependent Market Economies Economies in East Central Europe. *World Politics*, 61(4), 670–702.